

Afghanistan, le « Tallon d'Achille » du monde occidental ? L'approche globale doit rapidement être un succès

Berlin le 8 décembre 2009

Intervention de Françoise HOSTALIER, Ancien Ministre, Député

Merci Monsieur le Président de m'avoir invitée à participer à cette table ronde sur l'Afghanistan, un pays que je connais bien et surtout, que j'aime beaucoup.

La situation est très complexe et d'ici la conférence de Londres, prévue le 28 janvier prochain, il est nécessaire que chacun puisse s'exprimer pour ensuite essayer, tous ensemble, de trouver les moins mauvaises solutions.

Je ne suis pas pessimiste, mais je suis très inquiète aujourd'hui.

Je pense utile de faire tout d'abord un bref retour en arrière sur ce qui nous a amenés à intervenir en Afghanistan.

Rappelons-nous :

Le Commandant Ahmad Shah Massoud, chef de l'Alliance du Nord, qui avait demandé en vain des soutiens massifs contre les Taliban a été assassiné le 9 septembre 2001 et le 11 septembre a eu lieu l'horrible attentat du World Trade Center qui a, enfin, fait réagir la communauté internationale.

La souffrance du peuple afghan, celle des femmes afghanes sous le régime effroyable des Taliban n'intéressait que les initiés.

Il aura donc fallu cette tragédie pour que nous prenions conscience qu'il y avait dans le monde des individus prêts à tout pour imposer leur mode de vie, totalement contraire et incompatible avec le nôtre. Et nous avons pris conscience de notre vulnérabilité face à des intégristes ne respectant aucune de nos normes en matière de respect de la vie humaine.

Nous avons réagi immédiatement avec le soutien de toutes nos opinions publiques, mais avec un vague mandat des Nations Unies, sans feuille de route, sans objectif clair, et évidemment sans évaluation de l'opération.

Nous avons cru vaincre rapidement les Taliban qui en réalité, pour beaucoup, n'ont fait que soit repasser la frontière du Pakistan (d'où ils venaient), soit se fondre dans la population, essentiellement chez les Pashtounes.

De plus, de 2002 à 2004 la communauté internationale a été peu présente militairement parlant, sauf dans le sud où les Taliban étaient actifs, et elle s'est enlisée dans des essais de reconstruction à la fois du pouvoir politique et des infrastructures sans vraiment de plan sur le long terme.

Avec le recul, on peut dire que nous nous sommes trompés sur toutes les lignes.

- Militairement, car il aurait fallu une intervention militaire massive dès le début, permettant le rétablissement et la garantie de la sécurité, et il aurait fallu investir tout de suite dans la reconstruction d'une armée et d'une police afghane.
- Politiquement, car nous avons imposé une Constitution bancal (écrite par un Français, amendée par un Américain) et des élections (présidentielle puis législative et provinciale) totalement artificielles et décalées par rapport à la culture afghane et par rapport aux préoccupations des Afghans à cette époque. De plus, cela a permis que des anciens chefs de guerre, des anciens chefs talibans, des trafiquants de drogue et autres mafieux, arrivent au pouvoir de manière légale et à travers un processus imposé par les occidentaux. Et je préfère ne pas aborder la parodie d'élection présidentielle que nous avons imposée aux Afghans durant cet été.
- Au niveau de la société civile enfin, car s'il y a eu des réalisations (mais il y avait tant à faire...) il n'y a pas de lisibilité globale, pas d'impression de programmation et pas d'évaluation. De plus, il semble que l'aide au développement, non contrôlée, soit l'un des éléments de la corruption tant décriée en Afghanistan.

Finalement, 8 ans après, le peuple afghan s'interroge sur la présence de tous ces étrangers. On leur dit que cela coûte très cher (des dizaines de milliards de dollars...), et pendant ce temps, il n'y a pas d'eau courante à Kaboul, l'électricité n'est installée que très récemment, les professeurs ne sont toujours pas formés, la mortalité infantile est toujours aussi élevée (160 pour 1 000), etc. et il y a en plus, les attentats suicides, les menaces sur les paysans pour qu'ils produisent du pavot, les bombardements et les dommages collatéraux ...

Parallèlement, nos opinions publiques qui étaient en général favorables à l'entrée en guerre de nos militaires pour anéantir Al Qaeda, éliminer les Taliban et libérer l'Afghanistan, maintenant s'interrogent.

Autre élément important, nos concitoyens ne supportent plus l'idée même du risque de perte humaine dans un conflit armé et cette guerre qui se durcit, fait de plus en plus de morts au niveau de nos soldats et au niveau de la population civile.

Nous sommes désemparés face à cette situation et ces contradictions majeures : d'un côté l'envie de partir, mais de l'autre la certitude de la catastrophe qui arriverait alors et qui déstabiliserait toute la région et peut-être aussi, sur le long terme, nos démocraties.

Le Président OBAMA vient de trancher ; dans le jeu du quitte ou double, il a choisi de doubler et il va demander à tous les pays impliqués dans la coalition de le suivre.

Mais la question (celle que l'on aurait dû se poser dès le début) est toujours la même : pour quoi faire ?

Dès 2004, beaucoup de personnes, notamment toutes les ONG connaissant ce pays, avaient tiré la sonnette d'alarme et essayé d'ouvrir les yeux des décideurs sur la nécessité de mener, en parallèle de l'action militaire, une action civile et humanitaire de grande envergure. Cela n'a pas été fait et il y a eu en plus des éléments déstabilisateurs : de nombreux réfugiés sont rentrés depuis le Pakistan, l'Iran ou d'autres pays ; il y a eu à nouveau des aléas climatiques (sécheresse en été et inondations en hiver) et la population a commencé à devenir impatiente.

Et nous sommes entrés, malgré nous, dans la spirale du tout sécuritaire en oubliant que la première des sécurités, au lieu de construire des bunkers dans Kaboul, c'était de construire une société prospère.

Alors que faut-il faire ?

Le général Stanley McChystal a lancé quelques pistes qui correspondent tout à fait à la philosophie française et il semble que le président Obama ait opté pour cette stratégie : l'approche globale.

Un proverbe dit : « Il n'est jamais trop tard pour bien faire », mais aujourd'hui, il y a urgence !

Car le problème c'est que maintenant ce conflit ne touche pas seulement l'Afghanistan, mais également tous les pays de la région et qu'il implique, de manière plus ou moins directe, toutes les grandes puissances (voir rapport du 2 décembre 2009).

L'une des clés de ce conflit se trouve au Pakistan qui doit impérativement réagir contre la menace que représentent les Taliban et Al Qaeda sur son territoire.

Il faut absolument que les pays limitrophes de l'Afghanistan soient associés à toutes les stratégies qui permettront de trouver les solutions pour mettre fin à cette guerre.

Il faut absolument que les grandes puissances régionales (Russie, Inde, Chine, Iran) et internationales (Etats Unis, Canada, Europe) jouent carte sur table, cessent de vouloir être hégémoniques, et acceptent vraiment de proposer un plan d'urgence basé avant tout sur les besoins et les attentes du peuple afghan.

En conclusion de cette introduction : il semble que nous soyons condamnés à réussir mais la question à laquelle il faut d'abord répondre c'est : pourquoi et comment?